

Elevages  
2 rue Kerivoal  
29334 Quimper

Quimper, le 20/08/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2026

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**SCEA PICART**

Kerlaz  
29610 Plouigneau

Références : -  
Code AIOT : 0052902813

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2026 dans l'établissement SCEA PICART implanté Kerlaz 29610 Plouigneau. L'inspection a été annoncée le 10/07/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Plan pluriannuel de contrôles (PPC) au titre des installations classées (ICPE) élevage.**

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA PICART
- Kerlaz 29610 Plouigneau
- Code AIOT : 0052902813
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Exploitation porcine soumise au régime de l'Autorisation (IED) avec unité de traitement des lisiers

### Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Épandage
- Fertilisation
- IED-MTD
- Suivi station de traitement
- Transfert d'effluents / Compostage

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                        | Référence réglementaire                            | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 5  | Obligation de traitement en ZES                          | Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 8.2.2    | Demande d'action corrective                                                                                                | 12 mois               |
| 7  | Notification des changements du plan d'épandage          | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d   | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 6 mois                |
| 9  | Station de traitement : Autosurveillance – bilan matière | Arrêté Préfectoral du 10/10/2008, article Annexe 1 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 6 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                         | Référence réglementaire                       | Autre information |
|----|---------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Conformité de l'installation au dossier présenté (ou: au projet autorisé) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3   | Sans objet        |
| 2  | Déclaration annuelle des flux d'azote                                     | Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2 | Sans objet        |
| 3  | Déclaration annuelle des                                                  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|---------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|
|    | émissions d'ammoniac                              |                                                 |                   |
| 4  | Propreté des installations                        | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6     | Sans objet        |
| 6  | Compatibilité aux PA « Directive Nitrates »       | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II | Sans objet        |
| 8  | Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37    | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Exploitation d'élevage porcin organisé et bien tenue.

La station de traitement est active, fonctionnelle et bien tenue.

L'exploitant respecte les conditions de la dérogation qui lui est octroyée concernant le seuil d'obligation de traitement de ses effluents.

Il reste à améliorer la cohérence entre les différents documents sur les échanges d'effluents en ce qui concerne quelques valeurs sur les quantités.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation au dossier présenté (ou: au projet autorisé)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales : mise en œuvre du projet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Constats :</b><br><br>L'élevage SCEA PICART est implanté conformément aux plans et au dossier de demande d'autorisation.<br><br>La déclaration des flux d'azote (DFA) de la campagne 2024/2025 indique un effectif de 438 truies (au lieu de 430 prévues au dossier de 2008). L'éleveur explique qu'il s'agit là de 8 cochettes pour renouvellement.<br>Le jour de l'inspection l'effectif des reproducteurs est de 419 truies. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 2 : Déclaration annuelle des flux d'azote**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>PAR 6 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article. |
| <b>Constats :</b><br><br>La déclaration des flux d'azote (DFA) pour la campagne culturale 2024/2025 a été réalisée et finalisée le 15/01/2026.<br>Les effectifs et la production sont en cohérence avec l'AP d'autorisation.<br>La production déclarée de 11892 porcs charcutiers est inférieure aux 12840 porcs maximum autorisés annuellement par l'arrêté préfectoral n°124/2008AE du 10/10/2008.<br><br>Les exploitations receveuses des effluents de la SCEA PICART mentionnées à la DFA sont bien celles décrites dans la demande de dérogation au Seuil Obligatoire de Traitement (SOT).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 3 : Déclaration annuelle des émissions d'ammoniac**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Élevage IED                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé.<br><br>L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées.<br>Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

La déclaration annuelle des émissions d'ammoniac pour 2025 a été finalisée dans l'outil GEREPE le 13/03/2026, avec une estimation de 18,35 T de NH3 émis.

Avec une consommation annuelle en eau supérieure à 7000 m<sup>3</sup>,  
l'élevage déclare aussi sa consommation en eau dans GEREPE : soit 16700 m<sup>3</sup> en 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Propreté des installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6

**Thème(s) :** Élevage, Implantation – Aménagement

**Prescription contrôlée :**

L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

**Constats :**

L'inspection a vérifié la station de traitement. Les ouvrages sont bien tenus.  
La station est en activité et en bon état de fonctionnement.  
Les éléments de sécurité et d'alarme sont fonctionnels.  
Les flux sont enregistrés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Obligation de traitement en ZES

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 8.2.2

**Thème(s) :** Élevage, PAR 7

**Prescription contrôlée :**

b) Mesures applicables en ZES

Toute exploitation, quelle que soit sa forme ou sa structure juridique, dont l'un des sites d'élevage est situé dans une commune classée en zone d'excédent structurel au titre des articles R.211-81-1-III et V du code de l'environnement et produisant annuellement une quantité d'azote issu des animaux élevés sur l'ensemble de ses sites supérieure à 25 000 kg (uN), a l'obligation de traiter ou d'exporter la quantité d'azote excédentaire de l'exploitation qui ne peut être épandue, dans le respect de l'équilibre de la fertilisation, sur ses terres exploitées en propre ou sur des terres mises à disposition dans la limite maximum de 25 000 kg (seuil correspondant à l'azote organique pouvant être épandu sur le total des surfaces des terres exploitées en propre et des terres mises à disposition).

(...)

Le préfet peut également, dans le cadre fixé par le PAN (article R.211-81-5-2° du code de l'environnement et article 6 de l'arrêté du 30 janvier 2023) et dans les conditions précisées dans l'annexe 15 du présent arrêté, accorder des dérogations ponctuelles à l'obligation de traitement de l'azote dans les cantons toujours classés en ZES au titre des articles R.211-81-1-III et V du code de l'environnement.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation produit annuellement une quantité d'azote issue des animaux élevés sur l'ensemble de ses sites supérieure à 25 000 kg (uN).<br/>Conformément aux documents fournis l'exploitant traite une partie du lisier (65%), il épand sur des terres en propre et il exporte du lisier brut, de l'effluent épuré et du compost.<br/>Pour les trois dernières années, l'exploitant a bénéficié d'une dérogation au traitement à hauteur de 26,2 % du lisier produit.</p> <p>Concernant les échanges d'effluents, des différences apparaissent entre les quantités dérogées et celles réellement fournies aux utilisateurs.<br/>L'exploitant explique que les besoins évoluent entre la date des prévisions et celle de l'épandage : un affinement des doses est nécessaire à l'équilibre de la fertilisation.<br/>De même, certaines valeurs diffèrent modérément sur les quantités de lisier brut cédées et reçues d'une DFA fournisseur à une DFA receveur ( delta de 144 kgN pour l'EARL Collas-LeBerre par expl ).</p> <p><i>Cf-tableau de synthèse des échanges en pj.</i></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Garder une cohérence entre tous les documents présentant les échanges d'effluents et flux d'azote.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 6 : Compatibilité aux PA « Directive Nitrates »**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. Dans les zones vulnérables aux pollutions par les nitrates, délimitées conformément aux dispositions des articles R. 211-75 et R. 211-77 du code de l'environnement, les dispositions fixées par les arrêtés relatifs aux programmes d'action pris en application des articles R. 211-80 à R. 211-83 du code de l'environnement sont applicables.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a vérifié le respect de la réglementation en vigueur concernant les quantités d'azote issues des effluents d'élevage épandues sur les Surfaces Agricoles Utiles (soit le respect du seuil de 170 KgN/ha sau) pour le fournisseur et les receveurs des effluents de la SCEA PICART.</p>                                                                     |

Les différentes DFA annoncent :

|                                             |
|---------------------------------------------|
| SCEA PICART => 42 kgN / ha sau              |
| GAEC DE LESCOAT => 147 kgN / ha sau         |
| YOUEN LE BERRE => 103 kgN / ha sau          |
| GAEC DU VERNIC => 136 kgN / ha sau          |
| LOUDEC YOHANN => <b>169 kgN</b> / ha sau !! |
| GAEC ANDRE => 155 kgN / ha sau              |

Le seuil du 170 est respecté par tous les acteurs.

Il apparaît que l'élevage LOUDEC YOHANN\* est très proche de la limite acceptée sur ses 49,16 ha. L'inspection note que cet élevage a reçu de la part de la SCEA PICART, 424 kgN supplémentaires aux 1056 kgN prévus dans la demande de dérogation.

L'inspection rappelle au représentant de la SCEA PICART qu'en cas de dépassement du seuil de 170 kgN organique / ha de SAU,

le fournisseur qui aurait cédé une trop grande quantité d'azote et le receveur qu'il l'aurait épandue seraient tout deux en infraction.

*\* élevage et SAU situés en ZES+ZAC + aire de protection rapprochée de la prise d'eau de Trévien-Coz.*

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Notification des changements du plan d'épandage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d

**Thème(s) :** Élevage, dispositions générales

**Prescription contrôlée :**

Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p> <p>Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection note que la SCEA PICART n'a pas renouvelé en 2026 sa demande de dérogation à l'obligation de traitement des effluents.</p> <p>L'exploitant informe que les receveurs d'effluents concernés vont être conservés et intégrés au plan d'épandage de son élevage.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Déposer un dossier de mise à jour du plan d'épandage dès 2026.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

#### N° 8 : Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus. Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les bordereaux 2025 d'exportation de lisier vers les exploitations receveuses.</p> <p>Les valeurs types et quantités indiquées sont cohérentes avec celles indiquées dans la DFA</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

|                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>correspondante<br/>(2024/2025) de la SCEA PICART.</p> <p>Cependant, une différence modérée apparait avec les quantités reçues sur les DFA de 2 receveurs :<br/>différence de 80 et 144 kgN reçus en moins (-cf.point 5 ci-dessus).</p>    |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Contacter les partenaires "utilisateurs" afin de s'assurer de la cohérence des échanges entre les différents documents concernant les transferts d'effluents.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                          |

**N° 9 : Station de traitement : Autosurveillance – bilan matière**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2008, article Annexe 1</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Thème(s) :</b> Élevage, prescriptions spéciales</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Annexe 1-prescriptions particulières concernant le suivi de l'unité de traitement biologique.<br/>Chaque début d'année, l'éleveur procède à un état des stocks des volumes de lisiers bruts et de co-produits de traitement présents dans l'ensemble des ouvrages de traitement correspondants.<br/>(...) un bilan matière est réalisé tous les trois mois (...) selon les modalités décrites au point 4 - Autosurveillance - Bilan Matière.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les bilans matière des périodes 2023/2024 et 2024/2025 ont été fournis à l'inspection.<br/>Ces bilans sont incomplets :<br/>-les quantités d'effluents cédées ne sont pas indiquées ;<br/>-la consommation électrique n'est pas mentionnée sur le bilan 2023/2024 ;</p>                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Fournir à l'inspection des bilans de fonctionnement complets de la station de traitement dès la campagne 2025/2026.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |